

## A la veille de la 4ème commémoration de la mort d'Ali Ziri...

suite à son interpellation le 9 Juin 2009, par la Police Nationale, le *Collectif Vérité et Justice pour Ali Ziri* a pu adresser une lettre de protestation à Valls, venu à Argenteuil inaugurer une stèle Jean Moulin. La famille, soutenue par le Collectif, a décidé de se pourvoir en Cassation, contre le non-lieu judiciaire qui blanchit les policiers, pourtant sanctionnés en interne ! Décidé à poursuivre ce combat jusqu'à la Cour Européenne des Droits de l'Homme, le *Collectif organise Dimanche 9 juin à 14 h, salle Pierre Dux à Argenteuil (gare SNCF Argenteuil), un spectacle avec la troupe Kahina et Cie, et a ouvert une souscription pour couvrir les frais de justice.* Blog: [collectif-ali-ziri.over-blog.com](http://collectif-ali-ziri.over-blog.com)



## Procès d'Amal Bentounsi

Pour un clip dénonçant l'impunité policière, Amal, la sœur d'Amine, tué d'une balle dans le dos par un policier le 21 avril 2012 à Noisy-le-Sec, est poursuivie par le Ministère de l'intérieur. Le pouvoir veut la faire taire et l'intimider. Venez la soutenir, pour défendre la liberté d'expression et la lutte des familles contre les crimes policiers et l'impunité dont bénéficient leurs responsables le **11 Juin 2013 à 13h30 audience de fixation à la 17e Chambre correctionnelle, au Palais de justice de Paris** métro : Cité.

[www.urgence-notre-police-assassine.fr](http://www.urgence-notre-police-assassine.fr)

## Grasse, la mobilisation se déploie dans la rue et au tribunal

Samedi 11 mai, la famille Ajimi, le *comité Vérité et Justice pour Abdelhakim Ajimi* et environ 80 personnes se sont réunis en mémoire d'Abdelhakim. La mobilisation visait à réclamer la révocation des 3 policiers et l'interdiction de la clé d'étranglement. L'impact sur les Grassois comme sur les touristes présents et le sentiment d'une force commune réelle ont été des plus marquants.

Mercredi 22 mai, Dorsaf Briky et Walid Klay, militants de ce même comité étaient jugés pour outrage et insulte à dépositaires de l'autorité publique. L'accusation émane de deux policiers sans qu'aucun témoignage ne viennent la confirmer. Les faits se seraient passés en marge du procès des policiers responsables de la mort d'Abdelhakim Ajimi, lors d'une manifestation spontanée le 19 janvier 2012 décidée et portée par l'ensemble des personnes venues soutenir la famille Ajimi. La Procureur a requis quatre à six mois de prison avec sursis. Cette stratégie d'intimidation vise clairement à permettre de rétablir le rapport de force en faveur de la police suite à la double condamnation et au pourvoi en cassation des trois policiers responsables de la mort d'Abdelhakim Ajimi. **Lundi 17 juin prochain à 14h, le jugement sera rendu au tribunal de Grasse, venez nombreux soutenir Dorsaf et Walid.**

## Que fait la police ?

Une chronique qui dure depuis presque 20 ans. À lire tous les quinze jours sur [quefaitlapolice.samizdat.net](http://quefaitlapolice.samizdat.net).

# RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°120 • juin 2013

Recevoir ce bulletin par Internet : [contact@resistons.lautre.net](mailto:contact@resistons.lautre.net). Site internet : <http://resistons.lautre.net/>  
Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

## Zones de non-droit

Vous faites un tour dans le quartier parisien de la Goutte d'or. Vous osez distribuer une invitation sur le trottoir pour un événement culturel. Des agents de la « force publique » vous intimement de quitter les lieux : « *ici c'est une Zone de Sécurité Spéciale, une ZSP, c'est interdit, allez sur le trottoir d'en face, comme ça vous serez hors-zone.* »

Vous changez de ZSP, vous osez dénoncer les violences policières avec votre petit bulletin Résistons ensemble à la cité du Luth, à Gennevilliers (92)... Alors, la BAC vous tombe dessus, embarque, fouille, confisque, fiche, photo, empreintes... tout y passe. Vous serez accueilli par le commissaire de la ville lui-même : « *Qu'est ce que vous foutez dans une ZSP, bande de d'intellectuels parisiens en culotte courte, vous n'allez pas foutre la merde dans la cité. La prochaine fois je vous attrape, je vais vous virer à coup de pieds au cul.* » C'est parler cash, pas besoin de traducteur. Vous êtes une mère de famille au quartier des Izards, à Toulouse, classé aussi ZSP. Vous interrogez les policiers sur leur présence envahissante, vous êtes bousculée, votre fils est frappé (cf. RE n° 119).

Actuellement il n'y a « que » 64 ZSP en France, elles ont été créées sous le prétexte de lutter contre les soi-disant « zones de non-droits » où régneraient les criminels, où la police serait empêchée de pénétrer etc...

Alors, enrichi de vos expériences, vous vous dites : est-ce qu'ils ne nous la feraient pas à l'envers ? si effectivement les zones de non-droit existaient, mais étaient fabriquées par le pouvoir ? Et si la gôche, chaussant les bottes de Sarkozy, n'était pas en train de jeter les bases de bantoustans, ces régions « autonomes », créées par le régime d'apartheid sud-africain, où étaient parquées les populations noires, considérées comme « citoyens de seconde classe » ?

Les pauvres, les immigrés et leurs enfants dedans, personne n'y entre, personne n'en sort. Et silence dans les rangs, dedans et dehors. Un rêve de dictature ? À voir.

Les ZSP, c'est un « engagement de Hollande (qui) a été tenu »... nous explique Manuel Valls. Puis il ouvre la fenêtre sur un avenir radieux : « *Les ZSP sont un laboratoire de pratiques applicables partout.* »

Alors la ZSP pour tous ? A ce rythme là, si l'on n'y prend pas garde, on sera tous cuits.

## SANS PAPIERS NI FRONTIÈRES

Le 7 mai aux Pays-Bas (alors que 20 prisonniers du camp de rétention Schiphol ne s'alimentent plus depuis le 1er mai), environ 110 demandeurs d'asile se mettent en grève de la faim dans le camp de Rotterdam, dont 10 aussi en grève de la soif. Des manifs de solidarité quotidiennes sont alors appelées par le mouvement « Occupy Rotterdam ».

Le même jour en Belgique une cinquantaine de prisonnières du camp de Bruges arrêtent de s'alimenter, dénonçant mises au cachot et expulsions sans aucune annonce ni moyen de prévenir quelqu'un, rejetant l'existence même des prisons pour sans-papiers. La veille une dizaine de prisonniers sont montés sur le toit, dont trois se sont évadés sans être repris. Le 23 mai les flics font une descente et fouillent toutes les personnes et les cellules. Deux hommes particulièrement ciblés sont frappés et embarqués dans un commissariat de Bruges, puis dispersés dans des camps. La lutte continue.

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

## ➤ CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

### Le kidnapping... une nouvelle trouvaille

Incapable de briser la détermination des sans-papiers du 9ème Collectif et de leurs soutiens, le pouvoir a choisi d'enlever une quinzaine de manifestants le 18 mai pour les promener en car de police... et les ramener à la Bastille une heure et demie plus tard. Tout ça pour empêcher qu'ils puissent exprimer leur revendication : « *des papiers pour tous !* » à portée de voix du domicile du ministre Valls. Les manif du 9ème continuent chaque samedi. Info : [9emecollectif.net](http://9emecollectif.net)

### Condamné à tort et menacé d'expulsion

Le 15 mai, la Cour de révision de Paris a annulé la condamnation d'Abderrahim El-Jabri ainsi que celle d'Abdelkader Azziman, à vingt années de réclusion pour un meurtre commis en 1997 que les deux hommes ont toujours nié. M El Jabri a passé 13 ans en prison avant que 2 personnes ne passent aux aveux. Une fois M El-Jabri réhabilité, la France, en grande terre d'accueil et d'humanisme, menace de l'expulser!

### Révoltes en Suède... comme ailleurs

Encore une fois, les brutalités policières sont à l'origine d'un mouvement de révolte : à Stockholm un homme de 69 ans est abattu par la police s'en suivent plusieurs jours d'émeutes dans plusieurs villes suédoises. Sous les insultes racistes des policiers, les jeunes révoltés dénoncent les conditions de vie et la discrimination dont sont victimes les populations immigrées. Tiens, tiens, ça sonne comme du déjà vu...

### Vérité et Justice pour Sofiane Mostefaoui et toutes les personnes décédées en détention

Le 11 mars dernier, la compagne de Sofiane Mostefaoui, 26 ans, incarcéré à la prison de Lyon Cobras, reçoit un appel de l'administration pénitentiaire lui disant que Sofiane a été retrouvé mort à proximité des lavabos. Quelques jours plus tard, l'administration contredit sa propre version : il se serait pendu dans

sa cellule. Pour la famille et les amis de Sofiane cette thèse ne tient pas : il ne lui restait que 10 jours à tirer. Depuis sa famille et ses amis rassemblés en collectif réclament la vérité et la justice et organise tous les mois un rassemblement devant la prison de Lyon Corbas (prochain rdv le 15 juin à 15h) en hommage à Sofiane mais aussi aux 26 autres détenus décédés depuis l'ouverture de cette prison, décrite comme « ultra moderne » et devenue en 5 ans la plus meurtrière de France (voir rubrique *Sur le vif*). Le collectif a également lancé un appel plus large à toutes les familles qui auraient perdu un proche décédé en détention.

### Dans les bottes de Sarkozy, Valls veut « poursuivre le travail »

Lundi 13 mai à Lyon, Beni 12 ans, Pamela et Patrina sont morts dans l'incendie de l'immeuble dans lequel ils vivaient depuis 8 mois. Incendie probablement dû l'usage de bougies : quelques jours plutôt l'usine désaffectée, lieu de vie de nombreux Rroms, s'était vue couper l'électricité par la municipalité socialiste en prévision d'une expulsion. Le matin du drame, Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, Christine Taubira, ministre de la Justice, Gérard Collomb, maire de Lyon, Jean-François Carenco, Préfet de la région Rhône-Alpes, en déplacement devant le bâtiment encore fumant, passeront à côté des familles endeuillées regroupées sur la place voisine, sans un mot ni un geste en leur direction.

### Les Rroms répondent.

Le samedi 25 mai, près de 1 000 personnes ont manifesté à Paris de la place Saint-Michel jusqu'aux environs de l'hôtel Matignon contre les expulsions, pour dénoncer une « *politique de terreur et de répression* ». « *Nous ne sommes pas un problème (...) Nous sommes ici, nous resterons ici et ne demandons rien d'autre que les droits qui sont les nôtres* » explique Saimir Mile, président de l'association *La voix des Rroms*. Beaucoup de familles ont fait le déplacement, des soutiens aussi, notamment des Maliens en lutte à Montreuil, vivant les mêmes galères.

### « C'est blindé de chtars »

(terme argotique qui désigne les forces de police) s'exclame Bryan le 18 janvier dernier en passant devant la préfecture de Vesoul où les gradés s'agglutinent, venus écouter les vœux du préfet de Haute-Saône. La remarque n'a pas plu à ces messieurs qui n'ont pas hésité à froisser leurs costumes. Un commandant demande des comptes, un procureur attrape le « malfaiteur » au col, à quatre ils le plaquent au sol, bras autour du cou, genoux dans le dos, entourés par un parterre de collègues rutilants et satisfaits. Mi-mai, Bryan est condamné à une peine de 6 mois fermes.

### Guantanamo en Dionysie

Le 31 janvier dernier, la mairie PC de Saint-Denis (93) a voté en conseil l'application du Plan National de Rénovation des Quartiers Anciens et Dégradés sur plusieurs îlots d'immeubles insalubres (quatre mois après l'incendie criminel et meurtrier d'un immeuble vétuste). Le 50 rue Gabriel Péri, dit « Guantanamo », en fait partie. Squatté depuis 13 ans, l'immeuble est en sale état. Mais les habitants, la plupart sans-papiers maliens, avertis par des militants locaux de leur expulsion imminente, refusent que la rénovation nécessaire se fasse sur le dos des pauvres, mal-logés, sans-papiers, dernière roue du carrosse. Aucun « volet social » de relogement, obligatoire selon la charte du PNRQAD, n'a été ouvert alors que la ville et la communauté de communes Plaine Commune reçoivent 520 000 000€ de l'État pour son application.

Après deux mois de lettres au maire, de communiqués de lutte, de rassemblements, de langue de bois et de rendez-vous non honorés par la municipalité (qui se cache toujours derrière son vernis de gauche et la préfecture), le 27 mai des manifestants de différents collectifs et associations de mal-logés et de sans-papiers ont investi de force son hall, alors que le maire inaugurerait une expo bidon sur son parvis. Après deux heures d'occupation rageuse et dansante, le maire a demandé à la préfecture l'évacuation des manifestants, exécutée par la police nationale à coups de poing, gazeuse, matraque, les flashballs braqués au niveau des visages. À suivre.

## ➤ SUR LE VIF

Christine est incarcérée depuis novembre 2012, elle purge la somme de différentes peines écopées suite à de multiples insoumissions à l'autorité de différentes institutions. Elle a été transférée de prison en prison et de QD en QI. Voici un extrait d'une des lettres publiées sur <http://lenumerozero.lautre.net/article2566.html> qui concerne son passage à la prison de Corbas à Lyon

*« Ici j'ai découvert une cellule encore plus flippante que le mitard. (...) Cassée en deux, ils m'ont menée à travers toute la MA. (...) J'ai demandé où on était et ils m'ont dit "aux arrivants". Mais la cellule n'avait rien d'une cellule d'arrivants. Je sentais la patte de l'architecte pervers de la chambre de l'UHSA [la prison hôpital]. Lit, table, tabouret, tout était en béton. (...) J'ai vu un petit sac sur la table : il y avait une affiche. "Vous êtes en souffrance. Il est nécessaire de vous aider. Ce kit fait partie du protocole d'aide. Le pyjama est aéré pour un plus grand confort. En cas de détresse, faites appel au surveillant, votre premier interlocuteur" (...) La fenêtre donnait sur une cour intérieure, un toit en fait, où jamais un humain n'est allé. Tout était arrondi, lisse, aseptisé, c'était franchement flippant. Au plafond il y avait une demi-sphère en alu poli pour faire miroir depuis le judas et ne laisser aucun espace sans vue (même collé à la porte). C'était vraiment de l'incitation au suicide, par sa volonté affichée de le rendre impossible. (...) La façon la plus ignoble de lutter contre la surpopulation ! Elles sont belles, les règles européennes. »*

Pour lui écrire : Christine Ribailly - Centre de détention - Chemin des Anzacs - 62451 Bapaume Cedex.